



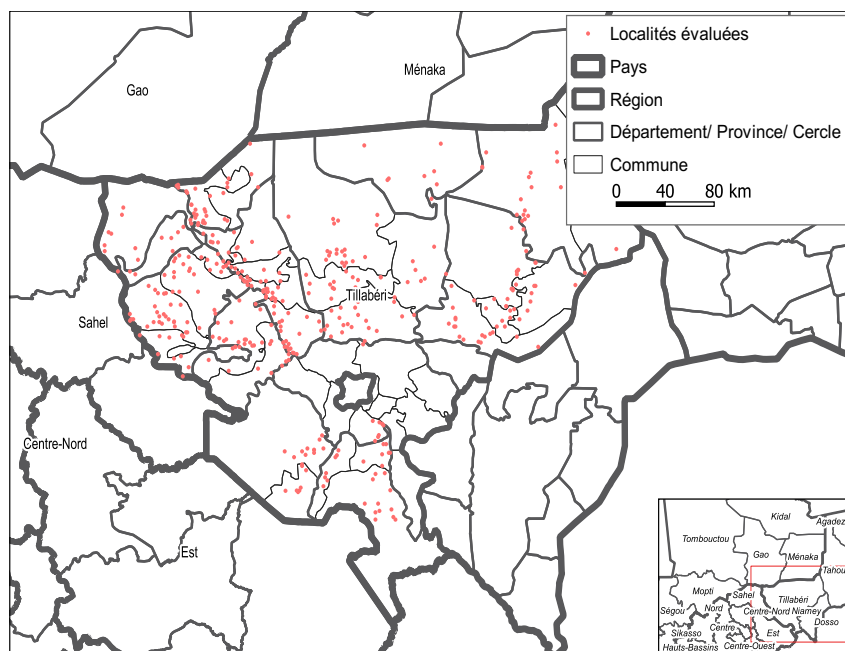
Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières - Niger, Région de Tillabéri

Janvier 2022

Couverture géographique

Localités évaluées par département dans la région de Tillabéri¹



Départements (unité administrative 2) couverts

Tillabéri | Abala, Ayerou, Banibangou, Bankilaré, Filingué, Gothèye, Ouallam, Say, Téra, Tillabéri, Torodi

Couverture de l'évaluation

- 645** IC interviewés
 - Les IC ont visité les localités au cours des 30 derniers jours
- 419** Localités évaluées²
- 10 / 11** Départements (admin 2) évalués avec 5% de couverture ou plus

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement d'environ 264 257 personnes déplacées internes (PDI) et de 249 662 820 réfugiés³. REACH bénéficie d'un financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels (suite à une phase pilote au mois de novembre 2019). Cet aperçu de la situation présente les principaux résultats de ce suivi dans la région de Tillabéri au mois de janvier 2022. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Centre de ressource REACH](#).

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles¹. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC)⁴. Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'unité administrative 2 (département) ont été évaluées.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 17 et le 31 janvier 2022. Il convient de noter que tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique pour la majorité de la population de la localité dans une période de 30 jours précédant la collecte des données. Par conséquent, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Abala	Ayerou	Banibangou	Bankilaré	Filingué	Gothèye	Ouallam	Say	Téra	Tillabéri	Torodi
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	4%	9%	NA ⁵	0%	2%	3%	3%	3%	7%	13%	16%
L'arrivée de nouvelles PDI au cours des 30 derniers jours ⁶	0%	3%	NA ⁵	0%	0%	3%	3%	0%	1%	2%	0%
La présence de retournés au cours des 30 derniers jours ⁶	0%	0%	NA ⁵	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
La présence de réfugiés au cours des 30 derniers jours ⁶	0%	3%	NA ⁵	6%	0%	0%	2%	0%	1%	0%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	96%	79%	NA ⁵	88%	86%	78%	81%	19%	88%	75%	37%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	83%	42%	NA ⁵	47%	74%	56%	38%	9%	47%	21%	42%
Des contraintes d'accès à distance de marche ⁷ aux services de santé	4%	12%	NA ⁵	0%	0%	0%	0%	0%	3%	0%	0%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	58%	45%	NA ⁵	88%	30%	61%	54%	9%	56%	41%	42%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ^{8,9}	0	100%	NA ⁵	NA ¹⁰	100%	100%	50%	0%	100%	63%	NA ¹⁰
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche ⁷	29%	42%	NA ⁵	76%	0%	25%	5%	19%	58%	3%	21%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	67%	73%	NA ⁵	76%	24%	42%	40%	6%	78%	21%	53%
Des contraintes d'accès à des info quant à l'aide humanitaire	88%	61%	NA ⁵	41%	98%	75%	90%	88%	68%	79%	95%

1. La couverture actuelle du projet cible 11 départements de la région de Tillabéri, identifiés comme les plus concernés par la crise sur la bande frontalière et comptant davantage de localités inaccessibles Abala, Ayerou, Banibangou, Ouallam, Say, Tillabéri, Torodi, Gothèye, Filingué, Tera et Bankilaré.

2. La source des localités évaluées dans le cadre de cette collecte vient de l'Institut National de la Statistique du Niger. Par ailleurs, le choix des localités a été identifié d'une façon aléatoire au travers des IC sélectionnés.

3. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). [Rapport de janvier 2022, Niger](#).

4. Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés en personne.

5. Le seuil de 5% des localités évaluées dans le département de Banibangou n'a pas été atteint.

6. Dans toute la fiche d'information, les 30 derniers jours renvoient aux 30 jours ayant précédé le jour de l'entretien avec l'IC.

7. La distance entendue par "distance de marche" est laissée à la discrétion des informateurs clés.

8. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.

9. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

10. Ce n'est pas applicable en raison de l'absence de PDI.

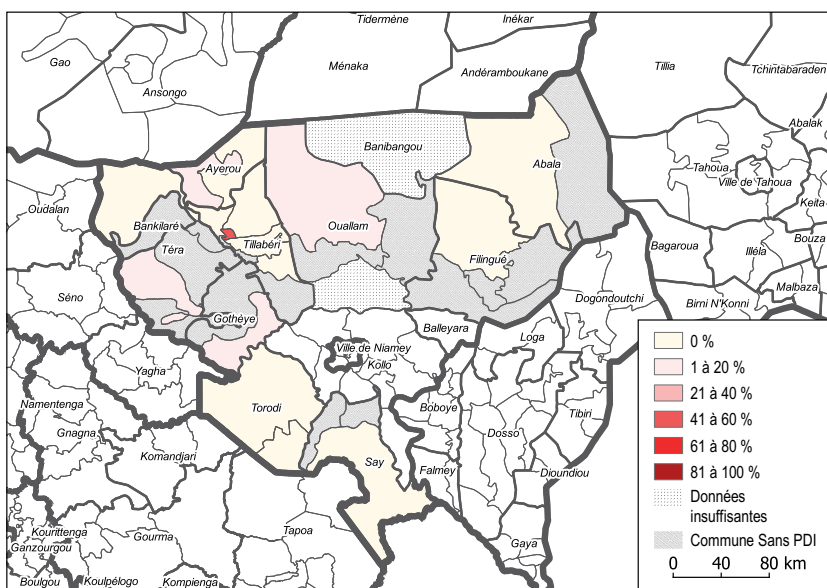


USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées en novembre où les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Au cours de Janvier 2022 dans la région de Tillabéri, des mouvements de population ont été enregistrés que dans 1% des localités évaluées, selon les IC. Torodi est le département qui présente le pourcentage le plus élevé (11%) des localités ayant accueillies des PDI au cours des 90 derniers jours qui précèdent la collecte. Selon les IC, Torodi est aussi le département avec la plus haute proportion de localités où la présence de PDI a été indiquée (16%), suivi par Tillabéri (13%) et Ayerou (9%). Si les IC de toutes les localités évaluées n'ont rapporté la présence d'aucun retourné, la présence de réfugiés parmi la population a été indiquée que dans 1% des localités. Sur cet indicateur les trois départements du nord-ouest de la région présentent les pourcentages plus élevés - Bankilare, frontalière avec le Burkina Faso (6% des localités évaluées), Ayerou et Ouallam frontalières avec le Mali (respectivement 3% et 2%). Selon les IC pour les localités où la présence de PDI est attestée, la cause principale des déplacements internes est la violence dans les localités d'origine. Cette violence reportée peut être due à la présence de GANE qui applique une violence multidimensionnelle (physique, psychologique, sexuelle)¹². Toutefois, dans les départements d'Abala et Ayerou (tous les deux frontaliers avec le Mali) et Bankilare, la proportion de localités où les IC mentionnent que la majorité de la population locale n'a pas l'intention de quitter leur localité, variaient entre 55% et 65%.

Principales raisons pour lesquelles la communauté locale ne s'est pas encore déplacée^{11, 13} :

Aucune raison de partir	66%	
Ne voulais pas partir	27%	

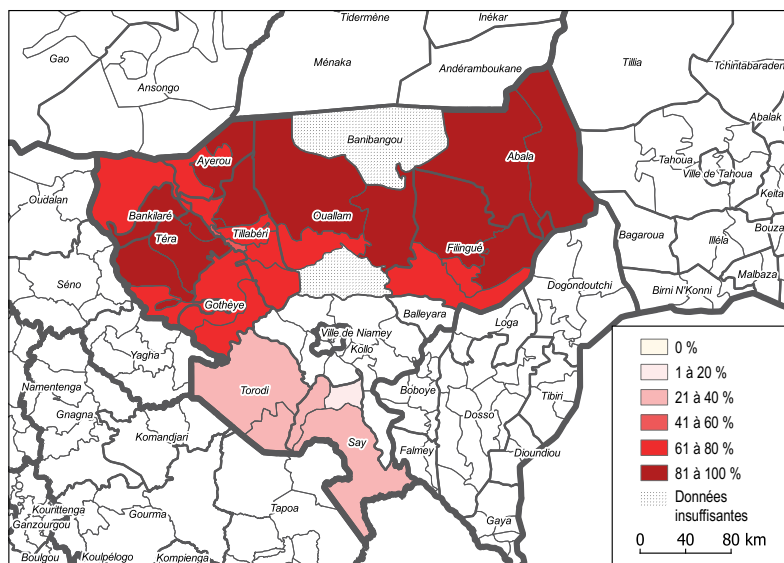
Les facteurs déclenchant les déplacements de PDI^{8, 13} :

Violences dans la localité d'origine	96%	
Ne sait pas	4%	

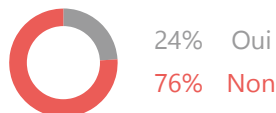
Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Avec l'exception des départements du sud-ouest de la région (Torodi (37%) et Say (19%)), tous les départements évalués ont rapporté un pourcentage égal ou supérieur à 75% de localités n'ayant pas accès à suffisamment de nourriture au cours de 30 derniers jours. Les deux principaux obstacles à l'accès à la nourriture sont 1) les prix des denrées alimentaires trop élevés et l'incapacité des ménages de pouvoir acheter des biens alimentaires (46% des localités évaluées) ainsi que 2) l'épuisement des réserves alimentaires de la population (44%). L'augmentation des prix des céréales au cours du mois de janvier 2022 a été perçue par les IC de 85% des localités enquêtées. Les prix moyens affichent des hausses significatives de 20 à 30% pour le mil, le sorgho et le maïs comparativement à la même période de l'année passée et à la moyenne quinquennale¹⁴. Pour pallier au manque des céréales et l'augmentation des prix, la Distribution Gratuite Ciblée (DGC) du Plan d'urgence ont été lancées par le gouvernement sur toute la région de Tillabéri, en complément d'une baisse des taxes douanières sur des aliments clés (mil, farine et sucre)¹⁵. Selon les IC presque 50% des localités évaluées dans la région de Tillabéri au cours du mois de janvier 2022 n'avaient pas accès à leurs moyens de subsistance habituels (44%). Sur cet indicateur, les deux départements du nord-est de la région présentent la situation la plus critique, notamment à Abala (83%) et Filingué (74%) où la plus haute proportion de localités évaluées sans accès aux moyens de subsistance a été détecté.

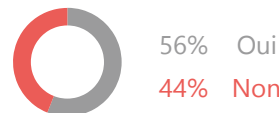
Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majeure partie la population avait accès à suffisamment de nourriture :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels :



11. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de ces groupes de populations dans la localité au cours des 30 derniers jours.

12. Cluster Protection, Rapport du Monitoring Protection, Janvier 2022

13. Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

14. FEWS NET, Key Message update, Janvier 2022

15. Agence Nigérienne de Presse, Lancement à Tillabéri l'Opération Distribution gratuite ciblée du Plan d'urgence, Fev. 2022



Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières - Niger, Région de Tillabéri

Janvier 2022

Santé et nutrition

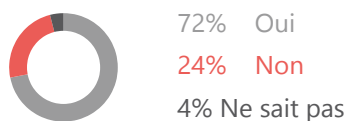
% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'existence d'un dispositif d'urgence pour la prise en charge des malades critiques:



Selon les IC, presque 100% des localités évaluées (98%) dans la région ont eu accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours des 30 jours précédant la collecte. En outre, si la majorité des localités évaluées semblent avoir des services de santé fonctionnels à proximité, la situation est différente concernant les dispositifs d'urgence pour la prise en charge des malades critiques. En effet, les IC de 42% des localités évaluées ont rapporté l'absence de dispositif d'urgence dans leur localité. En ce qui concerne les principaux problèmes de santé rencontrés au sein de la population en janvier 2021, les IC des localités évaluées ont indiqué qu'il s'agissait principalement de la pneumonie (54% des localités évaluées), et du paludisme (30%).

Abris

% de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement^{7,8,16}:



% de localités par modalité d'installation rapportée par les IC pour la majorité des PDI :

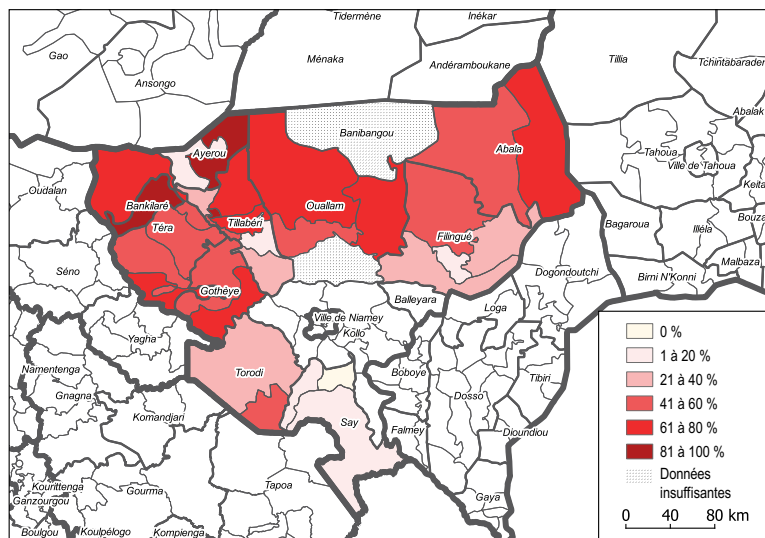
- | | |
|-------------------|-----|
| 1 Accueil Gratuit | 52% |
| 2 Aucun Accord | 28% |
| 3 Accueil Payant | 4% |

Pour les localités où la présence de PDI est attestée (6% des localités évaluées), dans 72% des localités évaluées, les IC ont indiqué que la majorité des PDI vivait dans des conditions précaires et inadéquates⁹. Pour les PDI ne vivant pas dans des conditions adéquates, le manque d'espace fermé qui garantit l'intimité a été cité comme principal facteur des conditions de vie inappropriées par 50% des localités évaluées. Toutefois, ils existent des disparités entre les départements sur cet indicateur. Dans les départements de Tillabéri (60%) et Torodi (50%), le manque d'abris adapté aux risques et contraintes naturels telle que pluies, inondations et intempéries a été mentionné comme la principale raison pour les conditions inadéquates de vie des PDI. D'autre part, pour les IC questionnées dans le département d'Ouallam, l'unique cause mentionnée était le risque d'éviction. En termes d'habitat, selon les IC, la population déplacée vivait majoritairement dans des logements en dur¹⁷ (36% des localités évaluées). D'autres types d'abris mentionnés sont les habitats en paille (24%) et les abris de transition¹⁸ (16%). Selon les IC, les départements d'Ayerou (67%) et Tera (40%) présentent la proportion la plus élevée de localités évaluées où la majorité de la population vivait dans des abris de transition.

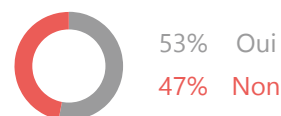
16. Les IC des localités évaluées dans le département de Bankilare ont rapporté que aucun PDI est présent dans leurs localités au cours de 30 jours précédant la collecte.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès suffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages au cours des 30 derniers jours :



% de localités évaluées par principale méthode de lavage des mains de la majorité de la population au cours des 30 derniers jours :

Savon	Cendre	Sable	Eau	Autre
3%	0%	2%	90%	5%

Selon les IC enquêtés, presque la moitié des localités évaluées (47%) dans la région n'ont pas eu accès suffisamment d'eau pour combler les besoins des ménages au cours de 30 derniers jours. Selon les IC dans la majorité des départements, la proportion de localités avec un accès insuffisant aux points d'eau se situait entre 40 et 60%. Toutefois les départements de Say (9%) et Filingué (30%) d'un côté présentent des taux d'accès plus importants que les départements de Bankilare (88%). Selon les IC, le type de source d'eau majoritairement utilisé par la population pour les localités évaluées dans la région de Tillabéri était principalement les forages avec pompe à motricité humaine (PMH) (31% des localités évaluées), les puits protégés (26%) et les bornes-fontaines ou robinets publics (13%). En ce qui concerne l'utilisation des sources d'eau non améliorée, la principale source d'eau pour la majorité de la population était l'eau de surface à Ayerou (36% des localités évaluées) et Tillabéri (29%) tandis que puits non protégés pour 29% des localités évaluées à Bankilare. Le manque d'infrastructures d'assainissement est également important dans la plupart de sites. Selon les IC, la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre dans 74% des localités évaluées. Toutefois dans 20% des localités évaluées dans le sud-ouest de Tillabéri (Say 19% et Torodi 21%) les IC ont rapporté l'utilisation des latrines privées pour la majeure partie de la population. Les IC ont également rapporté que dans 90% des localités évaluées dans la région, la majorité de la population se lavait les mains uniquement avec de l'eau.

17. Bois, brique, banco, planche ou béton.

18. Structure et bache

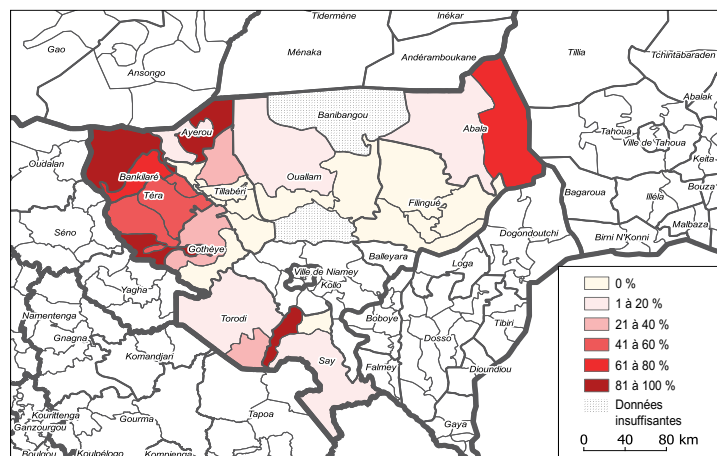
Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières - Niger, Région de Tillabéri

Janvier 2022

Education

Proportion de localités évaluées en novembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche¹⁹ :



Selon les IC, l'accès au système éducatif pour la population en âge d'être scolarisée était difficile, particulièrement dans trois départements frontalières avec le Burkina Faso et le Mali (Bankilare 76%, Tera 58%, et Ayerou 42%). Dans les localités où les services éducatifs n'étaient pas disponibles, la principale raison avancée par les IC était le départ des enseignants de la zone (dans 49% des localités évaluées), suivie par l'arrêt de travail des enseignants (28%). Dans le département de Say, l'autre cause principale mentionnée était la fermeture des écoles sur décision gouvernementale dû à l'insécurité sur territoire (17%). En effet dans le mois de janvier 2022, le Bureau de coordination des actions humanitaires de l'ONU (OCHA) a confirmé que plus de six cents écoles ont été fermées dans la région de Tillabéri avec 62.610 élèves non scolarisés à cause du contexte sécuritaire dans la région¹⁹. Selon les IC, la majorité de la population ne disposait d'aucune stratégie d'adaptation pour faire face au manque de services éducatifs formels (enseignement du primaire aux études supérieures, franco-arabe etc.) dans 94% des localités évaluées.

Redevabilité envers les populations affectées

% des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire (tous les départements enquêtés) :

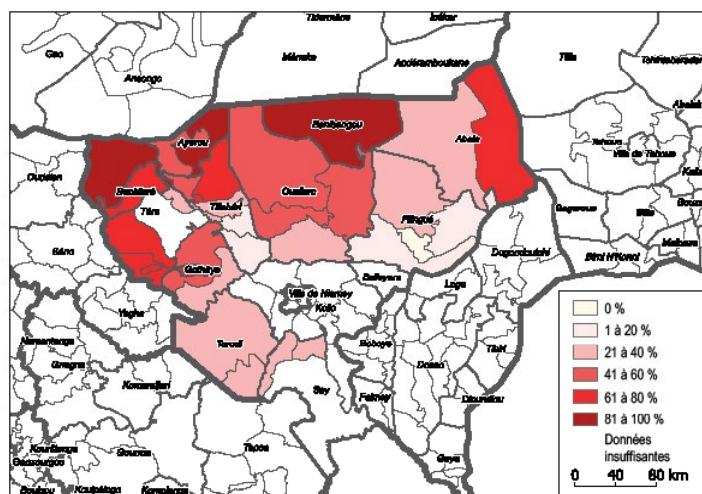
Abala	21%	Torodi	11%
Gotheye	20%	Téra	7%
Say	16%	Tillabéri	6%
Ouallam	13%	Ayerou	6%
Filingue	12%	Bankilare	0%

Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (3 départements)²⁰ :

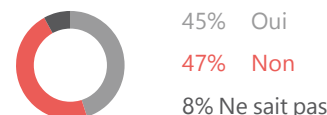
Téra	Ayerou	Bankilare
1 SECAL ²¹ 85%	1 SECAL ²¹ 76%	1 SECAL ²¹ 94%
2 Protection 49%	2 Protection 48%	2 EHA ²² 53%
3 EHA ²² 39%	3 Moyens d'existence 39%	3 Protection 53%

Protection

Proportion de localités évaluées en novembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :



% de localités évaluées dans lesquelles la majeure partie de la population ne se sentait pas en sécurité selon les IC :



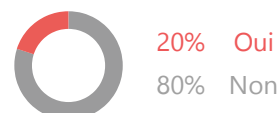
Selon les IC de 47% des localités évaluées, la majorité de la population au cours du janvier 2022 ne se sentait pas en sécurité. Sur cet indicateur, les proportions les plus élevées dans les localités enquêtées ont été détectées dans les départements de Tera (78%), Bankilare (76%) et Ayerou (73%). Selon les IC enquêtées, des incidents graves de protection (civils tués ou gravement blessés) au cours des 30 jours précédant la collecte ont été rapportés dans 16% des localités évaluées à Torodi. En effet sur l'axe Torodi-Makalondi il a été noté la présence des GANE à travers la pose des engins explosifs et l'attaque des GANE du poste de police mixte de Kobagué¹². En outre dans les départements frontalières avec le Burkina Faso et le Mali (Bankilare (88%), Ayerou (85%), Tera (74%), Abala (63%) et Ouallam (54%)), les IC ont mentionné les risques de violences par les GANE comme la principale source d'inquiétude pour la majorité de la population. Selon les IC, les actes de violence de la part des GANE (50%) ainsi que le vol de bétail (36%) constituaient les deux principales inquiétudes en matière de protection pour la majorité de la population de la région de Tillabéri.

Communication

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas selon les IC (Top 3 des départements) :

Bankilare	88%
Ayerou	39%
Téra	36%

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information sur l'aide humanitaire disponible



¹⁹ Agence Anadolu, Niger : 672 écoles fermées dans la région de Tillabéri à cause de l'insécurité, Janvier 2022

²⁰ Le critère de sélection a été basé sur les départements ayant les plus fortes proportions en matière de l'insécurité alimentaire.

²¹ Sécurité Alimentaire.

²² Eau, Hygiène et Assainissement